



Association EMPLOIS SERVICES

37 Cours Clémenceau 76100 ROUEN

N° RNA W763006090

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS

EMPLOIS SERVICES

Association Déclarée
Siège social : 37 Cours Clémenceau
76100 ROUEN

N° RNA W763006090

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31 décembre 2023

À l'assemblée générale de l'association EMPLOIS SERVICES,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, il nous appartient d'effectuer l'audit des comptes annuels de l'association EMPLOIS SERVICES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la continuité d'exploitation décrite dans la note « EVENEMENTS POST CLOTURE » de l'annexe des comptes annuels, pour ce qui concerne la prolongation exceptionnelle de la période d'observation de l'association, actuellement en redressement judiciaire.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre le point décrit dans la partie « Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation », nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

L'association comptabilise une provision pour risque décrite dans la note « Provisions pour risques et charges » de l'annexe.

Nous avons procédé à l'appréciation de l'approche retenue par l'association, sur la base des éléments disponibles à ce jour, notamment pour ce qui concerne les critères déclenchant une dépréciation.

Dans le cadre de nos appréciations, nous avons vérifié le caractère raisonnable de ces estimations.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport d'activité et le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale :

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité, le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

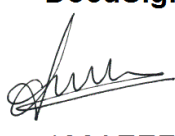
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à HEUDEBOUVILLE, le 18 juin 2024

Le Commissaire aux comptes

La société **HELYOS AUDIT**, représenté par
Séverine AUBIGNY

DocuSigned by:

196AEEF7EF6A493...

COMPTES ANNUELS ANNEXÉS À NOTRE RAPPORT

- FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

Rappel de notre objet social.

Notre association a pour principal objet l'emploi et l'accompagnement des personnes.

L'association procède à l'embauche des personnes sans emploi, rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières, en vue de faciliter leur insertion professionnelle, en les mettant à titre onéreux à disposition de personnes physiques ou morales.

L'association assure l'accueil des personnes ainsi que le suivi et l'accompagnement de ses salariés en vue de faciliter leur insertion ou réinsertion sociale et de rechercher les conditions d'une insertion professionnelle durable.

Notre association est également dotée, depuis 2017, d'un Pôle d'Accompagnement Social. Ce pôle mène diverses actions d'accompagnement social sur le territoire :

- accompagnement social intensif
- accompagnement à la gestion locative sociale
- plateforme d'appui et de ressources à l'intégration
- accompagnement de salariés en chantier d'insertion
- ateliers sociolinguistiques
- accompagnement socioprofessionnel de primo-arrivants « Objectif Emploi »

EVENEMENTS PRINCIPAUX DE L'EXERCICE

Une procédure d'alerte de niveau 1 a été réalisée par la Commissaire aux Comptes le 12/01/2023

M. Diallo, Directeur, est parti en retraite le 2/02/2023, après un tuilage de 3 mois avec le nouveau Directeur, William Burel.

Licenciement de M. Flavigny, Responsable Comptable et Financier le 05/05/2023

Suite à l'entrée de l'association en redressement judiciaire le 11/05/2023 une restructuration majeure des effectifs permanents a été engagée à compter du mois de novembre 2023. 16 licenciements pour motif économique ont été mis en œuvre dans ce cadre.

Les provisions retraites ont été réajustées. Y sont provisionnés les salariés suivants : Mmes Corinne Bogey, Véronique Levitre et M. Kamel Ben Messaoud.

Les provisions retraites ont été annulées pour M. Mamadou Diallo. Djezira Ait Bachir, Zoubida Abed, suite à leur sortie des effectifs.

Le bilan, le compte de résultat et l'annexe qui forment un tout indissociable sont établis à la clôture de l'exercice au vu des enregistrements comptables et de l'inventaire ».

L'annexe complète et commente l'information donnée par le bilan et le compte de résultat. L'annexe comporte toutes les informations d'importance significative destinées à compléter et à commenter celles données par le bilan et par le compte de résultat.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels ont été établis et présentés selon la réglementation française en vigueur, résultant des règlements ANC n° 2014-03 et n°2018-06, en tenant compte des domaines spécifiques : règles d'évaluation, de réévaluation des éléments du patrimoine, des contributions volontaires en nature.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels

EVENEMENTS POST CLÔTURE

Suite au déménagement du Siège au 31/12/2023 un nouveau SIRET Siège a été créé, 342 587 326 00295

Les établissements suivants ont été fermés :

- Doudeville (342 587 326 00196) au 31/01/2024
- Elbeuf (342 587 326 00246) au 31/01/2024
- Duclair (342 587 326 00279) au 29/02/2024
- Luneray (342 587 326 00261) au 31/03/2024

L'activité est maintenue sur notre territoire conventionné par le biais de permanences.

L'association a obtenu une période de prolongation exceptionnelle de sa période d'observation pour 6 mois par Jugement rendu le 30 avril 2024.

EMPLOIS SERVICES

Période du 01/01/23 au 31/12/23
Edition du 29/05/24
Devise d'édition EURO

BILAN ACTIF

	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	1 129		1 129	1 129
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	24 325	24 286	39	502
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Immobilisations corporelles en cours				
Autres	153 170	145 980	7 190	15 668
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	106 667		106 667	102 528
TOTAL I	285 291	170 266	115 025	119 828
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	357 177	2 819	354 358	323 942
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	104 108	4 350	99 758	214 502
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	225 483		225 483	32 296
Charges constatées d'avance	19 439		19 439	30 431
TOTAL II	706 207	7 169	699 038	601 172
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Écarts de conversion Actif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	991 498	177 435	814 063	721 000

EMPLOIS SERVICES

Période du 01/01/23 au 31/12/23
Edition du 29/05/24
Devise d'édition EURO

BILAN PASSIF

	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	175 284	461 284
Excédent ou déficit de l'exercice	(474 648)	(286 000)
Situation nette (sous total)	-299 364	175 284
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL I	(299 364)	175 284
AUTRES FONDS PROPRES		
TOTAL I bis		
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		36 280
Fonds dédiés		
TOTAL II		36 280
PROVISIONS		
Provisions pour risques	60 000	
Provisions pour charges	5 356	14 476
TOTAL III	65 356	14 476
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	106 760	40 420
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	940 540	452 245
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	770	2 249
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		46
TOTAL IV	1 048 070	494 960
Ecart de conversion Passif (V)		
TOTAL GÉNÉRAL (I + I bis + II + III + IV + V)	814 063	721 000

EMPLOIS SERVICES

Période du 01/01/23 au 31/12/23
 Edition du 29/05/24
 Devise d'édition EURO

COMPTE DE RESULTAT EN LISTE

	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	2 412 089	2 616 922
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitations	351 681	429 753
Versements de fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	135 356	89 434
Utilisations des fonds dédiés	36 280	
Autres produits	50	109
TOTAL I	2 935 456	3 136 218
CHARGES D'EXPLOITATIONS		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	386 402	325 049
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	151 778	167 719
Salaires et traitements	2 187 626	2 385 613
Charges sociales	603 558	459 616
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	11 554	14 366
Dotations aux provisions	66 066	9 992
Reports en fonds dédiés		36 280
Autres charges	387	1 373
TOTAL II	3 407 371	3 400 009
1. RESULTAT EXPLOITATION (I - II)	(471 915)	(263 791)
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	1	95
Reprises sur provisions, dépréciations et transfert de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	1	95
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêt et charges assimilées		
Differences négatives de charges		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV		
1. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	1	95

EMPLOIS SERVICES

Période du 01/01/23 au 31/12/23
Edition du 29/05/24
Devise d'édition EURO

COMPTE DE RESULTAT EN LISTE - SUITE

	Exercice N	Exercice N-1
3. RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + II - IV)	(471 914)	(263 696)
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	32 544	12 360
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transfert de charges		
TOTAL V	32 544	12 360
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	35 278	34 665
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL VI	35 278	34 665
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	(2 734)	(22 304)
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	2 968 001	3 148 673
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	3 442 649	3 434 674
EXCEDENT OU DEFICIT	(474 648)	(286 000)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévoles		
TOTAL		

BILAN ACTIF**Immobilisations corporelles et incorporelles – Mouvements principaux****Tableau des amortissements**

SITUATIONS ET MOUVEMENTS				
RUBRIQUES	AMORTISSEMENTS CUMULES AU DEBUT DE L'EXERCICE	AUGMENTATIONS DOTATIONS DE L'EXERCICE	DIMINUTIONS D'AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE	AMORTISSEMENTS CUMULES A LA FIN DE L'EXERCICE
Logiciels	23 823 €	463 €		24 286 €
Site Internet				
Total Immobilisations incorporelles	23 823 €	463 €		24 286 €
Installations générales et agencements	24 409 €	1 061 €	- 7 435 €	18 034 €
Matériel informatique	62 373 €	1 965 €		64 338 €
Matériel de transport	10 745 €	4 686 €		15 430 €
Matériel divers	4 029 €	767 €		4 795 €
Mobilier de bureau	23 626 €			23 626 €
SAIS	19 755 €			19 755 €
Total Immobilisations corporelles	144 936 €	8 479 €		145 980 €
TOTAL	168 759 €	8 942 €	- 7 435 €	170 266 €

Tableau des Immobilisations

SITUATIONS ET MOUVEMENTS				
RUBRIQUES	IMMOBILISATIONS CUMULEES AU DEBUT DE L'EXERCICE	AUGMENTATIONS DE L'EXERCICE	DIMINUTIONS DE L'EXERCICE	IMMOBILISATIONS CUMULEES A LA FIN DE L'EXERCICE
Logiciels	24 325 €			24 325 €
Droit au bail	1 129 €			1 129 €
Total Immobilisations incorporelles	25 454 €			25 454 €
Installations générales et agencements	25 492 €		- 7 435 €	18 057 €
Matériel informatique	68 546 €			68 546 €
Matériel de transport	18 028 €			18 028 €
Matériel divers	5 158 €			5 158 €
Mobilier de bureau	23 626 €			23 626 €
SAIS	19 755 €			19 755 €
Total Immobilisations corporelles	160 605 €			153 170 €
TOTAL	186 059 €		- 7 435 €	178 624 €

Immobilisations financières

Types d'immobilisations	Valeur
Participations	
Créances rattachées à des participations	
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	
Autres titres immobilisés	
Prêts, Cautionnements	106 667 €

Créances

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
Créances de l'actif immobilisé	106 667 €		106 667 €
Créances rattachées à des participations			
Prêts au Personnel			
Créances de l'actif circulant			
Créances clients et comptes rattachés	357 177 €	357 177 €	
Autres			
Charges constatées d'avance	19 439 €	19 439 €	
TOTAL	483 283 €	376 616 €	106 667 €
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Dépréciation des créances

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Clients Douteux	Provision début exercice	Diminution	Augmentation	Provision fin d'exercice
Pavilly	362 €	362 €	- €	- €
Doudeville	253 €	253 €	- €	- €
Duclair	572 €	572 €	- €	- €
Elbeuf	186 €	186 €	- €	- €
Luneray	142 €	142 €	- €	- €
Rouen	42 €	42 €	2 410 €	2 410 €
Yerville	1 655 €	1 447 €	202 €	409 €
TOTAL	3 212 €	3 004 €	2 612 €	2 819 €

Provisions pour risques et charges

Situations et mouvements Rubriques	Provisions au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Provisions à la fin de l'exercice
Provisions pour risques		60 000 €		60 000 €
Provisions pour charges	14 476 €	1 716 €	10 835 €	5 356 €

L'indemnité de départ en retraite a été calculée sur l'exercice et la provision a fait l'objet d'une mise à jour. Celle-ci a été calculée et provisionnée en totalité pour les salariés de plus de 55 ans seulement.

Etat des dettes

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances	
			à plus 1 an	à plus 5 ans
Emprunts (2) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 2ans au maximum à l'origine				
- à plus de 2 ans à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (2)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	106 760 €	106 760 €		
Dettes fiscales et sociales	940 540 €	940 540 €		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	770 €	770 €		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	1 048 070 €	1 048 070 €		
(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				

Fournisseurs et comptes rattachés

Libellé	Montant au début de l'exercice	Montant fin d'exercice
Fournisseurs	33 199 €	64 312 €
Fournisseurs factures non parvenues	7 221 €	42 448 €

Charges à payer

Provision Congés Payés	56 704 €
Fournisseurs Factures non parvenues	42 448 €

	99 152 €

Conventions

ASPRAI (Département)	43 500 €
Accompagnement (Etat)	105 428 €
Conventions SAIS (Région, Départem.Adoma, BV)	202 753 €

Ventilation de l'effectif moyen en E.T.P.

Catégories	Personnel salarié (Permanents)	Personnel mis à disposition
- Cadres	3.03 ETP	60,67 ETP
- Employés permanents	19,94 ETP	
- Intervenants		
TOTAL	22,97 ETP	60,67 ETP

Résultat exceptionnel

<u>Produits Exceptionnels</u>	<u>32 545 €</u>
Produits Exceptionnels	18 489 €
Produits sur exercice antérieurs	12 269 €
Autres produits exceptionnels	1 787 €
 <u>Charges Exceptionnelles</u>	 <u>35 278 €</u>
Pertes sur créances irrécouvrables	209 €
Charges sur ex.antérieurs	34 722 €
Charges exceptionnelles	63 €
Autres charges exceptionnelles	284 €

Rémunérations

« En application de l'article 20 de la loi N° 2006-586 du 28 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif » le montant des rémunérations et avantages en nature versé aux trois plus hauts cadres dirigeants, bénévoles ou salariés, l'information n'est pas donnée car elle conduirait à faire un état des rémunérations individuelles.

ENGAGEMENTS HORS BILAN

Néant

Le 29 Mai 2024

EMPLOIS SERVICES

Période du
Edition du
Devise d'édition

01/01/23
29/05/24
EURO

au

31/12/23

VARIATION DES FONDS PROPRES

	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	461 284			(286 000)	175 284
Excédent ou déficit de l'exercice	(286 000)		(474 648)	286 000	(474 648)
SITUATION NETTE	175 284		(474 648)		(299 364)
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissements					
Provisions réglementés					
TOTAL	175 284		(474 648)		(299 364)